

France/Présidentielle

Marine Le Pen rencontre au Liban son premier chef d'Etat étranger

AFP
Beyrouth/Liban

Un rendez-vous bienvenu pour la candidate d'extrême droite qui cherche à gagner en crédibilité à l'international.

LE président du Liban Michel Aoun a été hier le premier chef d'Etat étranger à recevoir la candidate d'extrême droite à la présidentielle française Marine Le Pen qui cherche à gagner en crédibilité à l'international.

"Nous avons évoqué la longue et fructueuse amitié entre nos deux pays", a déclaré la dirigeante du Front national à l'issue d'une rencontre de 30 minutes au palais présidentiel à Beyrouth.

Le Liban est le seul pays du Moyen-Orient à être traditionnellement dirigé par un président chrétien, mais les pouvoirs du chef de l'État ont été rognés à la fin de la guerre civile (1975-1990). Le président Aoun est soutenu par le mouvement musulman chiite Hezbollah.

M. Aoun avait déjà ren-

contré en janvier l'ancien ministre français de l'Economie et candidat à la présidentielle Emmanuel Macron.

Depuis son arrivée à la tête du Front national en 2011, Mme Le Pen n'a rencontré que très peu de dirigeants étrangers en exercice, à l'exception en 2015 du Premier ministre égyptien de l'époque Ibrahim Mahlab et en janvier du chef de la diplomatie polonaise Witold Waszczykowski. Ce dernier avait jugé "nuisible" le projet frontiste de réforme de l'UE.

La chancelière allemande Angela Merkel a elle exclu de rencontrer Mme Le Pen, tandis que son homologue de droite espagnol Mario Rajoy a prédit une "catastrophe" en cas d'élection de la candidate d'extrême droite.

Présente en janvier dans la "Trump Tower", à New York, elle n'avait été reçue officiellement ni par Donald Trump, devenu locataire de la Maison Blanche, ni par aucun membre de son équipe.

CRISE DES REFUGIES. La visite au Liban, qui dure jusqu'à mardi, vise à muscler le profil international de Mme Le Pen, qui



Photo : AFP

La candidate d'extrême droite Marine Le Pen avec le président libanais Michel Aoun (à droite). Objectif : se donner une crédibilité à l'international.

doit rencontrer lundi le Premier ministre Saad Hariri, un musulman sunnite, ainsi que le ministre des Affaires étrangères Gebrane Bassil, et faire une visite de Beyrouth. Accompagnée par le député Gilbert Collard, elle a déposé dans la matinée une gerbe à la résidence de l'ambassadeur de France au Liban au pied de la stèle en l'honneur des soldats morts pour la France au Liban depuis 1975, et particulièrement les 58 militaires tués dans l'attentat visant le poste Drakkar en 1983, en pleine guerre civile. L'ambassadeur français,

Emmanuel Bonne, était absent.

Ce mardi, Mme Le Pen doit rencontrer le moufti de Beyrouth, le patriarche maronite, et Samir Geagea, chef chrétien maronite des forces libanaises (droite chrétienne).

Celle qui a plaidé dès son arrivée pour "resserrer" les liens franco-libanais veut évoquer lors de ces rencontres la francophonie mais surtout la question des réfugiés syriens. "Nous avons évoqué (...) l'inquiétude que nous partageons face à la très lourde crise des réfugiés", a ainsi souligné Mme Le

Pen à l'issue de son entrevue avec M. Aoun.

Le Liban, qui compte quatre millions d'habitants, accueille environ un million de réfugiés syriens et doit faire face aux lourdes conséquences de la guerre qui ravage ce pays voisin depuis le soulèvement de mars 2011 contre le président syrien Bachar al-Assad.

"Ces difficultés sont surmontées par le courageux et généreux Liban mais ça ne pourra pas durer éternellement", a dit celle qui prône régulièrement l'arrêt de toute immigration et une réduction drastique du nombre de réfugiés admis en France.

La candidate d'extrême droite est actuellement donnée en tête du premier tour de la présidentielle, le 23 avril, par les enquêtes d'opinion mais battue au second tour du 7 mai.

• La mise en garde de Hariri. Le Premier ministre libanais Saad Hariri a mis en garde hier à Beyrouth la candidate d'extrême droite française à la présidentielle Marine Le Pen contre tout "amalgame" entre l'islam et le terrorisme.

A travers le monde

- **Equateur/Présidentielle. Le candidat de Correa en tête**
Le candidat socialiste Lenin Moreno était en tête du premier tour de la présidentielle de dimanche en Equateur, lors de l'élection la plus disputée de ces dernières années, et il pourrait affronter un second tour bien plus incertain.
- **Etats-Unis/Diplomatie. Trump déterminé à poursuivre la coopération avec l'UE**



Photo : AFP

Les Etats-Unis sont déterminés à "poursuivre la coopération et le partenariat avec l'Union européenne", a affirmé hier le vice-président américain Mike Pence(photo), parlant d'un "engagement fort" du président américain Donald Trump en ce sens.

- **Malaisie-Corée du Nord/Diplomatie. Crise ouverte entre Kuala Lumpur et Pyongyang**
La Corée du Nord et la Malaisie se sont ouvertement affrontées hier autour des investigations sur l'assassinat du demi-frère en exil du dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un, l'ambassadeur de Pyongyang récusant l'enquête après avoir été réprimandé par Kuala Lumpur.

- **Syrie/Conflit. Quatre militaires russes tués sur la route de Homs**
Quatre militaires russes ont été tués jeudi dans l'explosion d'une mine artisanale au passage de leur convoi en route pour Homs, dans le centre de la Syrie, ont annoncé hier les agences de presse russes citant l'armée russe.

- **Turquie/Justice. Coup d'envoi du procès pour tentative d'assassinat d'Erdogan**

Le procès de 47 personnes soupçonnées d'avoir tenté d'assassiner le président turc Recep Tayyip Erdogan dans un complexe hôtelier de la côte égéenne lors du coup d'Etat manqué du 15 juillet s'est ouvert hier à Mugla (ouest).

- **Turquie/Justice. Coup d'envoi du procès pour tentative d'assassinat d'Erdogan**



Photo : AFP

Sur le front des affaires

Perquisition au Front national, soupçonné d'emplois fictifs

AFP
Paris/France

UNE nouvelle perquisition a eu lieu hier au siège du Front national, formation de la candidate à la présidentielle française Marine Le Pen, dans le cadre de soupçons d'emplois fictifs au Parlement européen, a

annoncé le parti d'extrême droite.

"Pour la seconde fois a lieu une perquisition des mêmes bureaux, s'agissant des mêmes faits présumés, ce qui confirme que la première perquisition a été infructueuse", a déclaré le parti dans un communiqué.

Le FN a dénoncé "une opé-

ration médiatique" visant à "perturber le bon déroulement de la campagne électorale présidentielle et de tenter de nuire à Marine Le Pen au moment même où sa candidature effectue une importante percée dans les intentions de vote, notamment pour le second tour".

Vendredi, Mme Le Pen a démenti avoir reconnu

l'emploi fictif de son garde du corps comme assistant parlementaire, contredisant un rapport de l'organisme antifraude de l'Union européenne. Cet organisme avait été saisi en janvier 2014 sur dénonciation anonyme.

A cette époque, les soupçons portaient sur les conditions dans lesquelles

étaient employés et payés 20 assistants d'élus FN au Parlement européen, car leurs noms apparaissaient aussi sur l'organigramme du parti en France.

En parallèle, le parquet de Paris s'est saisi du dossier qui a débouché mi-décembre sur l'ouverture d'une enquête confiée à des juges d'instruction.

A l'occasion du 25e sommet franco-espagnol à Malaga Hollande tire à boulets rouges sur les populistes et Trump

AFP
Malaga/Espagne

FRANÇOIS Hollande a vivement dénoncé hier à Malaga les populistes et extrémistes qui "menacent les intérêts des nations qu'ils prétendent représenter" ainsi que la politique de son homologue américain Donald Trump.

"Les nationalistes ne menacent pas simplement l'Europe, ils menacent aussi les intérêts des nations qu'ils prétendent représenter", a lancé le président français au côté du chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy, lors d'une conférence de presse commune à l'issue du 25e sommet franco-espagnol.

L'arrivée au pouvoir de populistes, de nationalistes et extrémistes signifierait selon lui une "plus grande fragilité pour contrôler l'immigration" et "moins d'exportations, moins d'investissements et donc moins d'emplois".

"Quelle est leur référence, quel est leur modèle?", s'est interrogé M. Hollande, avant de répondre : "Le président des Etats-Unis et le président de la Russie (Vladimir Poutine) qui ne sont pas des modèles européens."

"Quel est leur souhait pour (résoudre) la crise de la Syrie : de conforter M. Bachar al-Assad?", le président syrien, a-t-il encore demandé.

"La sortie de l'Europe" que proposent les nationalistes



Photo : AFP

Le président François Hollande (ici aux côtés du chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy) : "Les nationalistes menacent les intérêts des nations qu'ils prétendent représenter."

signifierait "le repli, la fin des échanges, une fausse souveraineté qui se traduirait par moins d'emplois, de croissance et de libertés".

"Au nom de l'Europe, l'Europe que nous avons bâtie

depuis 60 ans, au nom de la France, de ses intérêts, nous devons refuser ces solutions qui affaibliraient le rayonnement de notre pays" mais aussi "les droits, les protections, les libertés et les pos-

sibilités d'emploi et d'activité économique", a-t-il plaidé.

M. Rajoy a lui aussi pris la défense des acquis de l'UE mais estimé que les partis populistes ne parviendraient pas à faire éclater l'Europe. "Je pense que non, franchement non, ça ne va se faire", a-t-il dit.

Évoquant la crise des subprimes qui avait mis à genoux l'économie mondiale en 2008, le président français a vertement critiqué Donald Trump, sans toutefois le nommer.

"Les crises ne viennent pas de nulle part, elles viennent d'un certain nombre de comportements, de laxisme, de dérégulations, celles-là même que l'on voudrait, de nouveau, aux États-Unis introduire", a-t-il déploré.